

Unité départementale d'Ille et Vilaine  
L'Armorique  
10, rue Maurice Fabre  
CS 96515  
35065 Rennes

Rennes, le 28 Novembre 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **KNAUF INDUSTRIES OUEST**

ZI de Pradervelinvas  
56160 Guémené-Sur-Scorff

Références : UD35/2025-452  
Code AIOT : 0005501557

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/10/2025 dans l'établissement KNAUF INDUSTRIES OUEST implanté ZA Le Haut Montigné 35370 Torcé. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- KNAUF INDUSTRIES OUEST
- ZA Le Haut Montigné 35370 Torcé
- Code AIOT : 0005501557
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est spécialisé dans la transformation de pièces en matières plastiques alvéolaires (polystyrène expansé) et l'extrusion de bobines de films plastiques pour différents secteurs d'activité.

Il bénéficie d'un arrêté préfectoral d'exploitation daté du 25 octobre 2006 suivi d'arrêté complémentaire le 23 juillet 2019 lui demandant de réaliser une étude d'acceptabilité de ses rejets aqueux dans le milieu récepteur au sein de la zone d'activité du Haut-Montigné à Torcé.

**Thèmes de l'inspection :** Rejets aqueux du site dans les eaux de surface

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets	Arrêté Préfectoral du 25/10/2006, article 4.3.7	Demande d'action corrective	3 mois
4	Fréquence d'autosurveillance des eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 25/10/2006, article 9.2.3.	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Programme d'autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 25/10/2006, article 9.1.1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
6	Étude d'acceptabilité des rejets aqueux sur le milieu	AP Complémentaire du 23/07/2019, article 4	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Aménagement des points de prélèvements	Arrêté Préfectoral du 25/10/2006, article 4.3.6.2.1
2	Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires provenant du rinçage des moules	Arrêté Préfectoral du 25/10/2006, article 4.3.9

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Considérant que l'étude d'acceptabilité des rejets déposée en mars 2020 puis complétée en avril 2025 ne répond pas à la méthodologie en vigueur et ne permet donc pas d'établir un programme d'autosurveillance des rejets adapté, l'inspection propose que la société KNAUF INDUSTRIES OUEST soit mise en demeure de remettre cette étude complétée dans un délai de 6 mois. Un projet d'arrêté de mise en demeure est donc joint au présent rapport.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Aménagement des points de prélèvements**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/10/2006, article 4.3.6.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions de rejets
<b>Prescription contrôlée :</b>  Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées. Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.
<b>Constats :</b>  Le prélèvement des eaux industrielles s'effectue à la sortie du canal venturi. Les effluents sont ensuite acheminés vers le fossé qui longe la route nationale au sud du site. Un nouveau séparateur à hydrocarbures a été installé pour répondre à la demande de l'inspection datée de 2022. Le rejet des eaux pluviales a lieu dans ce même fossé après passage dans un séparateur mais le point de rejet au milieu n'est pas aisément accessible en toute sécurité car situé à proximité immédiate de la route nationale. Les prélèvements sont donc réalisés en sortie du séparateur à hydrocarbures.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires provenant du rinçage des moules**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/10/2006, article 4.3.9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires provenant de l'activité de rinçage des moules dans le milieu récepteur considéré (réseau eaux pluviales), les valeurs limites en concentration et flux ci- dessous définies.
<b>Constats :</b>  Les valeurs limites en concentration et en flux prescrites dans le présent article s'appliquaient lors de la délivrance de l'arrêté préfectoral aux eaux résiduaires provenant de l'activité de rinçage des moules. Les quantités d'eau concernées étant limitées (3 m3 /mois), l'exploitant a pris la décision de les envoyer dans une filière de traitement des déchets (via la société CHIMIREC) : ces eaux ne sont donc plus rejetées vers le milieu naturel. La présente prescription est donc aujourd'hui inadaptée et n'est plus applicable.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/10/2006, article 4.3.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Température des effluents
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les effluents doivent respecter les caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- Température : &lt; 30 ° C</li><li>- pH : compris entre 5,5 et 8,5</li></ul>
<b>Constats :</b>  Un contrôle inopiné réalisé sur les effluents aqueux industriels du site en août 2022 a en particulier mis en évidence que la température mesurée des effluents était supérieure à celle autorisée, à savoir 34,6 ° C pour une valeur limite fixée à 30 ° C. Ce constat vient confirmer celui dressé par l'inspection en juin 2022.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection demande à la société KNAUF INDUSTRIES OUEST d'identifier les causes potentielles du dépassement en température de ses effluents. Un plan d'actions destiné à résorber cette non-conformité sera adressé à l'inspection dans le cadre de la réponse apportée.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 4 : Fréquence d'autosurveillance des eaux résiduaires**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/10/2006, article 9.2.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 9.2.3.1. Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets d'eaux pluviales (toiture et de ruissellement ). Les dispositions minimum suivantes sont mises en œuvre : Eaux pluviales rejetées dans le fossé après traitement : Périodicité : : une fois par an Paramètres : Débit, pH, MEST  Article 9.2.3.2. Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des eaux de rinçage avant rejet dans le réseau d'eaux pluviales : Les dispositions suivantes sont mises en œuvre : Périodicité : une fois par an ; Paramètres : pH, DCO, MEST, Hydrocarbures, métaux totaux, nitrites et phosphore
<b>Constats :</b>  Les eaux de rinçage des moules ne sont plus envoyées vers le milieu récepteur car elles sont désormais traitées comme des déchets. Les eaux industrielles sont constituées de condensats de vapeur issue du process, d'eaux de déconcentration de la TAR, de purges de déconcentration de la chaudière et d'eaux de rinçage des adoucisseurs. Les résultats d'analyses annuelles réalisées en septembre 2025 ont été complétés sous l'application GIDAF, tant pour les eaux pluviales que pour les eaux industrielles. Néanmoins, les valeurs limites en concentration et en flux fixées par l'arrêté préfectoral du site à l'article 4.3.9 (eaux industrielles) ne sont plus adaptées (elles concernaient les eaux de rinçage des moules exclusivement). Elles étaient néanmoins respectées s'agissant des concentrations (MES, DCO, pH, hydrocarbures et métaux totaux). En revanche, les volumes aujourd'hui rejetés (en moyenne 15 m <sup>3</sup> /j) ne sont plus ceux initialement évalués en 2006 (à savoir au maximum 3 m <sup>3</sup> /mois) et les flux réglementés sont aujourd'hui inadaptes aux volumes réellement admis dans le milieu.  L'inspection note par ailleurs que les analyses du phosphore et des nitrites ne sont pas réalisées à ce jour (périodicité de contrôle annuelle demandée sans valeur limite fixée par l'arrêté actuel).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection demande à la société KNAUF INDUSTRIES OUEST de réaliser annuellement les analyses demandée sur l'ensemble des paramètres réglementés, comprenant le phosphore et les nitrites. Les résultats d'analyses seront transmis à l'inspection via l'application GIDAF.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 5 : Programme d'autosurveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/10/2006, article 9.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance
<b>Prescription contrôlée :</b>  Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'autosurveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  L'arrêté complémentaire du 23 juillet 2019 est venu compléter la présente prescription (art. 4) en demandant à la société KNAUF de réaliser une étude d'incidence environnementale de ses rejets aqueux sur le milieu récepteur (ou étude d'acceptabilité). Cette étude devait être conclusive et proposer, au terme de la démarche, un programme de surveillance des rejets aqueux du site, compatible avec ce que le milieu récepteur (ici le ruisseau de la Largère) est en capacité d'accepter sans dégrader sa qualité. L'étude d'acceptabilité n'ayant pas abouti à ce jour, aucun programme d'autosurveillance adapté n'est aujourd'hui proposé par l'exploitant.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Considérant l'impact de l'absence d'une évaluation adaptée de l'incidence des rejets du site sur le milieu, l'inspection propose que la société KNAUF soit mise en demeure de fournir les éléments demandés sous six mois. Un projet d'arrêté de mise en demeure est ainsi joint au présent rapport.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/07/2019, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Remise d'une étude
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant réalise une étude d'incidence environnementale des rejets aqueux industriels de l'installation KNAUF INDUSTRIES OUEST sur la ressource en eau, le milieu aquatique, l'écoulement, le niveau et la qualité des eaux en tenant compte des variations saisonnières et climatiques et de l'activité du site.</p> <p>Elle justifie, le cas échéant, de la compatibilité du rejet avec le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux Loire-Bretagne 2016-2021 et le schéma d'aménagement et de gestion durable Vilaine du 02/07/2015.</p> <p>À l'issue de l'étude, l'exploitant propose les mesures nécessaires au respect de valeurs d'émission destinées à réduire voire supprimer l'impact sur le milieu récepteur. Pour ce faire et en l'absence de contraintes locales particulières, il s'appuie sur les valeurs limites d'émission fixées par les arrêtés applicables à l'installation du fait de son classement au titre des installations classées pour la protection de l'environnement. Il peut également utilement s'aider des prescriptions fixées à l'article 38 de l'arrêté 27/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations nouvelles relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2661 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Cette étude, assortie de propositions destinées à garantir dans le temps la surveillance du maintien de l'absence d'impact, devra être transmise à l'inspection des installations classées <b>sous un délai de six mois</b> à compter de la signature du présent arrêté.</p>
<b>Constats :</b> <p>Une première étude d'acceptabilité a été communiquée à l'Inspection en mars 2020. L'examen de ce document a amené l'inspection à demander des compléments aux investigations menées, en particulier dans son rapport d'inspection du 23 septembre 2022 suite à la visite du 16/06/2022 et dans son mail du 12 juin 2023.</p> <p>L'inspection précise notamment que les hypothèses prises pour les paramètres détectés en amont du rejet et en quantité supérieure aux valeurs limites admissibles par le milieu, doivent être corrigées : le milieu ne peut être considéré comme "en bon état" pour ces derniers et les calculs ne peuvent se fonder sur ce postulat pour fixer les valeurs limites de rejet des eaux industrielles. L'inspection rappelle également que le rejet dans un milieu dégradé à l'amont doit conduire à ne pas dépasser les normes de bon état dans les effluents rejetés.</p> <p>Une nouvelle étude a été transmise à l'inspection datée d'avril 2025. Cependant cette dernière ne répond pas aux remarques émises par l'Inspection précédemment.</p> <p>Elle rappelle que la méthodologie requise est celle décrite dans :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• le guide technique relatif aux modalités de prise en compte des objectifs de la Directive cadre sur l'eau en police de l'eau IOTA/ICPE du 21 novembre 2012 ;</li><li>• le guide à la réalisation des études d'acceptabilité du milieu vis à vis des rejets ponctuels en micro-polluants du 1<sup>er</sup> janvier 2025.</li></ul>

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Compte-tenu de l'enjeu lié aux rejets aqueux du site de la société KNAUF INDUSTRIE OUEST dans le milieu (ruisseau de la Largère se rejetant ensuite dans la Bichetière) au sein de la zone d'activités du Haut-Montigné, et au regard du caractère récurrent de la demande formulée par l'Inspection, une proposition de mise en demeure est jointe au présent rapport afin qu'une étude d'acceptabilité menée suivant le référentiel méthodologique en vigueur lui soit transmise.

Cette dernière proposera au terme de la démarche un programme d'autosurveillance adapté de ses rejets, compatible avec le milieu dans lequel ils sont déversés.

**Type de suites proposées :** Avec suites**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription**Proposition de délais :** 6 mois